

# L'après-Fukushima du nucléaire

FRANCOIS LEVEQUE | LE 06/03 À 06:00

de François Lévêque

Quatre ans plus tard, l'impact économique de l'accident de Fukushima-Daiichi sur le nucléaire planétaire apparaît toujours contrasté. Il est majeur ou insignifiant, selon la région du monde observée.

Le Japon est encore sous le choc économique. Les 48 réacteurs qui produisaient ensemble environ 30 % de son électricité sont à l'arrêt. Par contrecoup, l'Archipel est devenu le premier importateur mondial de gaz naturel. Un redémarrage des centrales nucléaires est prévu mais nul ne sait à quel rythme et combien d'entre elles seront fermées à jamais. D'où l'incertitude qui pèse sur Areva, dont le Japon était un grand et profitable client. Qui plus est, le retrait des capacités japonaises a entraîné une chute des prix de l'uranium.

A l'opposé, l'impact sur le nucléaire chinois s'est estompé. Après l'accident, les autorisations de construction de nouveaux réacteurs ont été gelées et certains chantiers en cours retardés. Dès fin 2012, le gigantesque programme nucléaire chinois a repris son cours normal. Vingt-six réacteurs y sont en chantier et la capacité nucléaire installée devrait plus que tripler d'ici à 2020. Comparativement, l'Inde reste un nain nucléaire. Isolée sur le plan technologique et commercial car absente des grands traités et conventions sur le nucléaire, l'Inde est aussi restée imperméable aux conséquences de Fukushima Daiichi. Quant aux pays asiatiques désireux d'entrer dans le nucléaire, à l'instar de l'Indonésie, des Philippines, de la Thaïlande ou du Vietnam, ils n'ont pas modifié leur choix à la suite de l'accident japonais.

Du côté des Amériques, aucun impact. Au Nord, le nucléaire régresse mais c'est parce qu'il est chassé par le gaz de schiste à bas prix. Au Sud, il est quasi inexistant et cela devrait perdurer. Seuls l'Argentine, le Brésil et le Mexique produisent un tout petit peu d'électricité nucléaire. Aucun autre pays n'envisage sérieusement d'adopter la technologie de l'atome. Idem pour l'Afrique, où seule l'Afrique du Sud possède des centrales nucléaires. Quant à l'Australie, le nucléaire n'y est pas autorisé. Bref, Fukushima Daiichi n'a changé la donne dans aucun de ces quatre continents.

L'Europe réunit à elle seule tous les cas de figure. Tout le monde connaît la décision allemande d'accélérer sa sortie du nucléaire quelques jours après l'accident de Fukushima Daiichi. Le dernier réacteur sera arrêté en 2022, alors que, quelques mois avant l'accident, la fin du nucléaire était planifiée pour 2036. La Suisse et la Belgique ont décidé d'abandonner le nucléaire tandis que l'Italie choisissait de ne pas y entrer. Pas d'effet en revanche au Royaume-Uni, qui souhaite remplacer ses vieilles installations par des réacteurs de nouvelle génération, ni en Pologne, qui veut rejoindre le club des producteurs d'électricité nucléaire. La France occupe une place intermédiaire. L'accident japonais a déclenché des promesses et des annonces non d'abandon du nucléaire mais de fermeture de la plus vieille centrale du parc, Fessenheim, et de réduction en 2025 de la part du nucléaire dans le « mix » électrique. La décision politique finale n'est pas connue puisque la nouvelle loi sur l'énergie n'a pas encore été adoptée par les deux Chambres.

Enfin, on n'observe pas de changement en Russie, qui poursuit l'extension de son parc nucléaire. La Turquie persévère dans le choix de construire de premières centrales et quelques pays du Moyen-Orient, à l'instar de l'Arabie saoudite, considèrent sérieusement d'entrer dans l'énergie

nucléaire.

Aux effets disparates de l'accident de Fukushima Daiichi sur les capacités nucléaires installées et projetées se surimpose un effet global. Tous les pays producteurs d'électricité nucléaire ont revisité leurs standards de sûreté. De nouveaux examens ont été menés et de nouvelles mesures mises en oeuvre. C'est le paradoxe des accidents nucléaires, d'un côté en faisant apparaître des défaillances non envisagées ou sous-estimées, ils conduisent à réviser à la baisse le niveau estimé de sûreté, d'un autre côté ils entraînent de nouveaux efforts et mesures qui le renforcent.

## **François Lévêque**

François Lévêque, professeur d'économie à Mines ParisTech, auteur de « Nucléaire On/Off », éditions Dunod, 2014.●